CONSEIL COMMUNAL D'EPALINGES

PROCES-VERBAL

**Séance du 21 avril 2009
à la Maison de Commune**

Présidence: M. Ernest CORBAZ

Membres présents :	70
Membres absents excusés :	8
Membres non excusés :	<u>1</u>
Effectif total :	79

Absents excusés: Mmes Anne-Catherine DOYER, Marie-Aimée SPERTINI, Nadereh NASSIRI, MM. Jean-Marc BAATARD, Marc-Henri ROSSIER, Jean-Pierre MICHAUD, Daniel LUGINBUHL, Angelo MARZOLI.

Absent non excusé : M. Karim LASSEB.

La séance débute à 20h15, M. Ernest CORBAZ, Président, souhaite à toutes et tous la bienvenue, ainsi qu'aux membres de la Municipalité. Il souhaite également la bienvenue à la presse avec la présence de Mme Martine CLERC de 24 Heures.

L'appel est effectué par la secrétaire-suppléante. Le quorum étant atteint, l'assemblée est déclarée ouverte par le Président.

COMMUNICATIONS DU PRESIDENT

« Le 03 mars 2009 j'ai reçu la lettre de démission, de suppléant à la commission des finances, de M.Enéa REZZONICO car il a été élu à la commission de gestion. »

« Le 12 mars 2009, j'ai reçu la lettre de démission de Mme Sylvie FELIX, groupe des Verts, avec effet immédiat. Il cite un extrait de sa lettre : « Depuis 2006, j'ai eu plaisir à siéger au sein du Conseil communal. Mes obligations familiales et professionnelles m'obligent, malheureusement, à démissionner avec effet immédiat. Je souhaite aux membres du Conseil de fructueux futurs débats. »

« Mme Sylvie FELIX est entrée au Conseil, en même temps que le groupe des Verts. Je lui souhaite une entière réussite tant au niveau professionnel que privé. »

« Le 17 avril 2009, j'ai également reçu la lettre de démission de Mme Florence BEGUIN, socialiste. »

Il cite un extrait de sa lettre : « Je ne suis plus en mesure d'avoir une disponibilité suffisante pour siéger au sein du législatif de notre commune. Au vu de l'ampleur des tâches à venir, je préfère laisser ma place à une personne plus disponible. Je vous remercie. »

« Je souhaite plein succès pour l'avenir à Mme Florence BEGUIN. »

Le Président passe ensuite à l'ordre du jour en signalant deux modifications :

Le point 2 : une seule assermentation

Le point 7 a été supprimé par la Municipalité et sera discuté ultérieurement.

Aucune autre modification n'étant demandée, le Président aborde l'ordre du jour qui est accepté modifié.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA DERNIERE SEANCE

- M. Félix SCHMIDT précise que son intervention, concernant les ventilateurs à la route de Berne, n'était pas uniquement basée selon le point de vue esthétique mais sur le réel danger que cela représente pour les enfants. La Municipalité prend un risque en maintenant ces ventilateurs à cet endroit. Pour des raisons sécuritaires, ces ventilateurs doivent impérativement être enlevés et dans les meilleurs délais.

Le procès-verbal, ainsi corrigé, du 24 février 2009 est accepté à l'unanimité, avec remerciements à Mme Susanne DUMONT.

2. ASSERMENTATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER COMMUNAL

Le Président invite le nouveau conseiller à s'avancer et, à l'assemblée de se lever. Il lit la promesse. Suite à sa promesse M. Denis HEMME peut valablement siéger. Il rejoint sa place sous les applaudissements.

3. ELECTION D'UN MEMBRE SUPPLEANT A LA COMMISSION DES FINANCES

Au nom du groupe des Verts, M. Erich DURST, présente la candidature de M. Georges ROSSET.

Aucune autre candidature, **M. Georges ROSSET est élu tacitement sous les applaudissements.**

4. ELECTION D'UN MEMBRE SUPPLEANT A LA COMMISSION DE GESTION 2009

Au nom de l'UDC, M. André NARBEL, présente la candidature de M. Philippe VERSEL.

Aucune autre candidature, **M. Philippe VERSEL est élu tacitement sous les applaudissements.**

5. AGRANDISSEMENT DU PARKING DE LA CROIX-BLANCHE-RAPPORT DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER LES DIFFÉRENTES VARIANTES PROPOSÉES

Le Président rappelle que tous les conseillères et conseillers ont reçu le rapport à la maison, c'est pourquoi il ne sera pas lu ce soir.

Il ouvre le débat :

- M. François BOUDRY intervient sur 2 points. Après le refus d'un parking souterrain et de l'achat d'un terrain, les autorités communales ne doivent pas s'abaisser à demander au secteur privé, Migros et CIP, l'utilisation d'un parking privé ou d'un couloir de bâtiment. Par ailleurs, l'article 53 du règlement général et l'article 6 du règlement du plan spécial ne permettent pas de construire un parking de secours dans le secteur de la Croix-Blanche.

Personne ne demandant la parole, la discussion est close et M. le Président passe au vote.

A mains levées, **le rapport tel que présenté est accepté par : 45 oui, 2 non et 17 abstentions.**

6. ACHAT DES PARCELLES RF 535 & 536, SISES AU LIEU DIT « BOIS-DE-LA-CHAPELLE » A EPALINGES, PROPRIÉTÉ DE LA COMMUNE DE LAUSANNE, ET VENTE DE LA PARCELLE RF 2811 « BOIS DE ROVEREAZ », SISE A LA ROUTE D'ORON, A LAUSANNE, PROPRIÉTÉ DE LA COMMUNE D'EPALINGES

La parole est donnée à M. Bernard KRATTINGER, président rapporteur de la commission des finances qui lit son rapport (au dossier)

Le Président le remercie, ainsi que les membres de la commission des finances pour leur travail.

La parole est donnée à M. Félix SCHMIDT, président rapporteur de la commission nommée qui lit son rapport (au dossier)

Le Président le remercie, ainsi que les membres de la commission pour leur travail.

M. Ernest CORBAZ, Président ouvre la discussion.

- M. Bernard KRATTINGER demande un complément d'information sur les parcelles nos 535 et 536. Dans un rapport il est indiqué que le terrain de boules fait partie de la zone forestière et dans les commentaires de la Municipalité, celui-ci est exclu de cette zone. Qu'en est-il exactement ?

- M. René VUILLEUMIER confirme que la zone d'intérêt public comprend uniquement le terrain de football. Le terrain de pétanque est une zone verte au milieu de la forêt et fait partie de la transaction.

La discussion est close, M. le Président passe **au vote du préavis no 6/2009**.

A mains levées, **le préavis no 6/2009, tel que présenté, est accepté à la majorité.**

7. POINT SUPPRIME

8. ADAPTATION DU STATUT DU PERSONNEL COMMUNAL CONCERNANT LE CONGE MATERNITE A LA NOUVELLE LOI SUR LE CONGE MATERNITE ENTREE EN VIGUEUR LE 1^{ER} JUILLET 2005 – REPONSE DE LA MUNICIPALITE AU VŒU DEPOSE PAR M. B.KRATTINGER

La parole est donnée à M. André NARBEL, président rapporteur de la commission nommée, qui lit son rapport (au dossier)

M. le Président le remercie, ainsi que les membres de la commission pour leur travail.

La discussion est ouverte.

- M. Bernard KRATTINGER formule une proposition d'amendement dans le cadre du statut du personnel communal tel que proposé par la commission ad hoc. Suite à son vœu déposé à la Municipalité le 18.11.2008, celle-ci nous propose aujourd'hui la modification de l'article 39 du statut du personnel communal.
Leur proposition ne correspond pas au vœu exprimé. La teneur de celle-ci est d'ailleurs intégralement restituée dans le préavis no 8/2009. La demande de mise en conformité du statut du personnel communal avec la loi fédérale du congé maternité, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005 ne concernait pas la durée du congé maternité mais invitait la Municipalité à adapter le statut.
La commission qui s'est penchée sur le dossier l'a bien compris avec sa proposition d'une nouvelle rédaction de l'article 39, à laquelle il adhère totalement. Il serait judicieux d'ajouter à cet article un complément sur le congé allaitement. Afin de favoriser et protéger cette saine pratique, il est important de mettre en place des mesures incitatives. Une de celle-ci serait d'octroyer un congé d'allaitement immédiatement après le congé maternité. Voici sa proposition d'amendement de l'article 39 du statut du personnel communal :
 1. Titre de l'article 39 modifié de la façon suivante : **Art.39 Congé de maternité et d'allaitement.**
 2. Le contenu de l'article 39 tel que proposé par la commission nommée pour traiter cet objet et complété par le paragraphe suivant : **Pour autant que la mère en fasse la demande au plus tard à la fin du deuxième mois du congé maternité, la Municipalité lui accorde un congé d'allaitement d'un mois au plus, immédiatement à la suite du congé de maternité. La mère doit alors présenter un certificat médical attestant l'allaitement. Durant cette période, le traitement est versé à 100 %.**

- M. Denis BETTEMS relève que M. André NARBEL, Président de la commission, a cru au miracle, malheureusement les miracles sont de courte durée ! Après réflexion, il ne faut pas oublier qu'il y a 3 parties intervenantes soit : la mère avec sa famille, l'employeur et, bien entendu, les collègues. Il s'agit donc d'assurer la protection des collègues ainsi que de la bonne marche du service. Il est normal que, si la personne vient d'être formée dans le service, elle n'ait droit qu'au strict minimum du point de vue légal. De ce fait la personne qui est là depuis moins d'une année a droit à un congé maternité restreint. Concernant le congé pour l'allaitement, du point de vue « pédo-psychologique » il est difficile de prévoir si la personne continuera d'allaiter ou non. La question se pose si, à la fin du congé de maternité de 4 mois, il y aura ce congé supplémentaire et celui-ci devra se déterminer au tout dernier moment. Pour la gestion de l'administration, cette situation n'est pas convenable et, pour les collègues difficilement gérable. Il rappelle qu'il y a toujours la possibilité pour la mère qui vient d'accoucher de demander un congé supplémentaire. Après mûres réflexions il recommande le rejet de l'amendement proposé par M. Bernard KRATTINGER.

Personne ne demandant la parole, le Président passe au vote de l'amendement de M. Bernard KRATTINGER.

A mains levées, **l'amendement de M. Bernard KRATTINGER est refusé par : 41 non, 22 oui, 2 abstentions.**

Le Président passe ensuite au vote de l'amendement tel que présenté par la commission.

A mains levées, **l'amendement est accepté à l'unanimité.**

Le Président passe au vote du préavis amendé no 8/2009.

A mains levées, **le préavis amendé no 8/2009 est accepté à l'unanimité.**

9. COMMUNICATIONS DE LA MUNICIPALITE

M. René VUILLEUMIER

- Au sujet de la surveillance mutuelle des habitations (SMH), les panneaux nécessaires à la signalisation sont maintenant installés à différents endroits du territoire communal. Les personnes inscrites ont reçu ou vont recevoir toutes les informations directement de la part du répondant auprès de la Gendarmerie vaudoise. Une bonne nouvelle les opposants de la place de rebroussement de Bois-Murat ont été définitivement déboutés par le Tribunal Fédéral il y a 15 jours. Les travaux vont pouvoir débuter et, si tout va bien, être terminés pour la rentrée scolaire d'août 2009.

M. Pierre JOLLIET

- Lors de la séance du 9 décembre 2009, le Conseil communal a accepté un amendement pour une diminution des recettes de fr. 83'700 sur la rubrique 75'330. Cette diminution avait pour but de permettre à la Municipalité de réduire le prix du repas facturé aux élèves de fr. 1.50.

A ce jour, le prix est fixé à fr. 10,- soit le prix facturé par la société Concordance. Le coût réel d'un repas est de fr. 14.80. Une subvention de fr. 4.80 est accordée à chaque repas. Par ailleurs, les pique-niqueurs sont également les bienvenus. Il existe de multiples façons de réduire le prix d'un repas, rabais sur le nombre de repas pris, repas pour les familles nombreuses. Diminuer de façon unilatérale le prix du repas contenterait les familles concernées mais cette mesure aurait l'inconvénient de faire également bénéficier de cet avantage les familles disposant de revenus confortables. Fixer le prix du repas en fonction du revenu paraît plus équitable. Faut-il encore fixer les bases du revenu déterminant ! Par ailleurs l'application d'un prix variable est lourde à gérer. Pour des questions de confidentialité, il ne serait plus possible de payer son repas sur place.

Dans le même temps que la Municipalité traitait de cette question, la société Concordance l'informait qu'elle devait pratiquer une hausse de fr. 0.40 dès l'an prochain.

Dès lors, au vu de l'ensemble de ces éléments, en réponse à l'amendement de M. Enéa REZZONICO, la Municipalité a choisi le compromis suivant :

Maintien du prix du repas à fr. 10,-, la hausse du prix par le fournisseur ne sera pas répercutée sur le prix payé par les élèves.

Amélioration de l'information sur les possibilités d'obtenir une aide en cas de difficultés financières par la mention sur le bulletin d'inscription de cette possibilité d'aide.

- Dans sa motion M. Jean-Marc BAATARD souhaitait le développement d'un projet pédagogique de décroisement générationnel entre le futur EMS de la Girarde et les garderies. La construction commençant à la fin de ce printemps et le projet étant déjà bouclé, la Municipalité a cependant étudié, avec la direction de l'EMS, la possibilité de créer une structure d'accueil de la petite enfance dans leurs locaux. Au vu de l'avancement du projet et des normes imposées par la SPJ, la surface disponible ne permettrait pas d'accueillir en permanence un groupe d'enfants suffisamment nombreux pour permettre un fonctionnement rationnel. En résumé, la Municipalité a décidé de renoncer à cette installation permanente. Elle reste cependant ouverte et favorisera les projets visant au développement de liens entre la petite enfance et l'EMS. Elle occupera un siège au Conseil de fondation et la direction reste ouverte à la mise sur pied de projet intergénérationnel. La Municipalité, consciente du manque de places d'accueil, a trouvé une solution provisoire. Suite à un accord avec l'association des amis des scouts, le pavillon, sis sur la parcelle de la paroisse catholique rachetée l'an dernier, pourra être mis à disposition dès la rentrée scolaire d'août 2009. Après des travaux d'adaptation pour rendre ce pavillon compatible aux normes du SPJ, une trentaine de places seront ainsi créées. Parallèlement la Municipalité a entamé une réflexion pour doter la commune d'un second centre de la petite enfance permettant d'augmenter le nombre de places. Avec l'ensemble de ces éléments, la Municipalité souhaite intégrer la réponse à la motion « J.M. BAATARD » dans un préavis plus large englobant les développements futurs de places d'accueil pour la petite enfance dans notre commune. Elle devrait être présentée à votre conseil en septembre 2009.

10. PROPOSITIONS INDIVIDUELLES

- Mme Mary PITTET rappelle que la Municipalité nous a communiqué le contenu d'une lettre de M. François MARTHALER lors de la séance du 24 février dernier. Cette lettre disait en substance que le projet de requalification de la RC 602 était « politiquement mort ». Cette affirmation est préoccupante vu que la route de Berne est comme une cicatrice dans notre commune. Il faut absolument agir pour traiter ce problème.

En effet, cette route divise la commune en deux, est dangereuse pour les piétons, cyclistes et même pour les voitures. Pour joindre les parties Est et Ouest, il n'y a que le carrefour des Croisettes, le pont qui relie la route de la Croix-Blanche à celle du Village ainsi qu'un passage sous voie au niveau du quartier du Grand Chemin.

Les efforts des Municipalités d'Epalinges et Lausanne qui ont mandaté le canton pour réaménager ce tronçon sont à saluer. Mais ce projet n'a pas fait que des heureux, preuve en est la pétition lancée dans la Broye. La prise en compte de cette pétition par le Grand conseil a visiblement bloqué les choses. M. René VUILLEUMIER nous a appris que de nouvelles discussions sont en cours avec la commune de Lausanne afin d'essayer de débloquer la situation. Dans ce contexte les questions suivantes semblent incontournables :

Où en sont ces discussions ?

Comment la Municipalité compte-t-elle empoigner le sujet et quelles sont les démarches qu'elle a déjà entreprises dans ce sens ?

Ne pourrait-on pas mettre en place une liaison de bus vraiment efficace et rapide entre le Chalet-à-Gobet et les Croisettes pour désengorger le trafic et permettre ainsi d'envisager une voie unique pour les véhicules privés ?

- M. Yvan TARDY indique que la Municipalité a écrit au conseiller d'Etat en lui demandant de remettre ce projet à l'ordre du jour. M. François MARTHALER a répondu qu'il ne voulait pas s'engager lui-même et invite les communes à en prendre l'initiative. C'est une porte ouverte et il a été décidé d'avancer en prenant contact avec M. Olivier FRANÇAIS. Il faut oublier l'idée d'une piste unique pour les véhicules privés. En effet des « colonnes » d'automobiles se formeraient sur une très longue distance et les conducteurs fûtés trouveraient bien vite les petits chemins de la commune afin d'éviter les bouchons.

Au mois de mai, il est prévu de rencontrer les autorités des communes de la Broye. Le plan initial proposé était un giratoire pour l'Ecole hôtelière, un autre pour le parking de la Croix-Blanche et un futur giratoire pour le quartier de Montéclard qui va être amené à se développer. Ces giratoires auraient les effets ralentisseurs voulus. Suite à cette rencontre du mois de mai et lorsqu'un consensus aura été trouvé entre les pétitionnaires, Epalinges et Lausanne, un contact sera pris avec les députés du Grand conseil afin qu'ils soutiennent ce projet.

- M. Maurice MISCHLER demande l'approbation de la résolution suivante : **« le Conseil communal soutient avec vigueur toute entreprise visant à faire accélérer le processus de requalification de la RC601, ceci avec l'approbation du Conseil et de la commune ».**

Le Président passe au vote de cette résolution.

A mains levées, **la résolution est acceptée à une large majorité.**

- M. Félix SCHMIDT informe le conseil sur l'harmonisation des horaires scolaires. Il représente les autorités, avec Mme Marie-Aimée SPERTINI et M. Pierre JOLLIET, auprès du Conseil d'établissement. Lors de la dernière séance de ce Conseil d'établissement, une décision importante a été prise concernant les horaires de la SIN (cycle de l'école enfantine). Il est proposé au canton que l'école enfantine adapte ses horaires aux plus grands soit de 08h35 à 11h55 le matin et le cas échéant de 14h à 15h30 l'après-midi. Les horaires proposés seraient les suivants :

1^{er} semestre :	4 matinées
2^{ème} semestre :	4 matinées + mardi après-midi
2^{ème} année :	5 matinées + mardi et jeudi après-midi
- Mme Brigitte CROTTAZ revient au préavis no 4/2008 demandant l'octroi d'un crédit d'étude de fr. 190'500,- en vue de la rénovation de la piscine et de la salle de gymnastique (bâtiment E) du complexe scolaire de Bois-Murat.
 En tant que Présidente de la commission chargée d'étudier ce préavis, elle avait transmis au Conseil communal les conclusions de la commission, favorables à l'octroi de ce crédit. Les membres de la commission avaient émis un vœu, elle cite « La commission chargée d'examiner le préavis municipal no 4/2008 souhaite que soit nommée, par le Conseil communal, une commission de construction. Cette dernière, comprenant le Municipal en charge des travaux ainsi que des conseillers communaux intéressés, serait chargée de participer à l'évaluation des différentes variantes proposées par le bureau EPIQR Rénovation et d'en suivre la réalisation ».

Le syndic, M. Yvan TARDY, avait répondu qu'il acceptait le vœu de la commission et que cette même commission suivrait l'étude et la réalisation des travaux. Il émettait toutefois un bémol quant à la réalisation des travaux qui était de la compétence de la Municipalité uniquement.

Le bureau EPIQR Rénovation a rendu son rapport récemment et il y a eu mésentente. En effet, certains membres de la commission de février 2008 avaient compris que ce serait la même commission qui allait suivre les travaux. Mais il convient de procéder à une élection en bonne et due forme d'une commission de construction, élue par le Conseil et chargée d'étudier le rapport d'EPQR et ceci avant que les propositions de rénovation ne soient soumises au vote du Conseil communal. Comme pour le projet du parking, cette commission pourrait être élargie à 15 membres.

Le vœu est transmis à la Municipalité.

- M. Maurice MISCHLER indique qu'en septembre 2007, le Conseil a voté un plan d'affectation sur l'îlot Est de la route de la Croix-Blanche. Actuellement, un trou béant est visible et les travaux n'avancent pas. Y a-t-il eu retard et, si oui, pourquoi ?
- M. René VUILLEUMIER précise qu'effectivement quelques ennuis ont retardé le chantier : d'abord un collecteur percé, puis une modification de projet. Et, comme le canton subventionne ces travaux, cette modification a dû lui être soumise, ce qui a pris un certain temps. Mais depuis peu les travaux ont repris.
- M. Mazyar YOSEFI revient sur les propos tenus par M. Alain MONOD lors de la séance du 24 février dernier. Des appréciations erronées ont été formulées à propos de la procédure de vote de la dernière séance de l'année 2008. M. Alain MONOD est revenu sur le vote de la vente des parcelles communales de la Croix-Blanche. Il a affirmé que le 2^{ème} vote n'aurait pas dû annuler le 1^{er} vote sur la décision de vente.

Suite à ses propres renseignements, c'est faux. Il ne faut pas confondre le règlement du Grand conseil avec le règlement du Conseil communal. En effet dans un législatif communal le 2^{ème} vote annule ou confirme le 1^{er} vote et il n'y aura jamais de 3^{ème} vote comme c'est le cas au Grand conseil. Dans un 2^{ème} temps, M. Alain MONOD a laissé entendre que le Président a commis une erreur. Aucune erreur n'a été commise vu qu'il s'agissait d'un vote à bulletins secrets. Comme le résultat a été de 34 oui et de 34 non, la voix du Président, comme le veut l'usage, est devenue prépondérante. En l'occurrence il n'était pas possible de savoir ce que le Président allait voter par bulletin secret, et comme il l'a confirmé, il refusait la vente. Sa voix est donc devenue prépondérante et le vote du Préavis no 18/2008 a été refusé. L'usage dans le canton de Vaud veut que le Président tranche dans le sens du vœu de la Municipalité. Fort heureusement, cette pratique n'est pas obligatoire et il y a des Présidents qui votent selon leur conviction.

- M. Alain MONOD ne veut pas « réveiller » les polémiques mais il maintient complètement ses propos. M. Mazyar YOSEFI et lui-même n'ont pas eu les mêmes sources de renseignements à l'Etat de Vaud et certainement pas le même juriste. Un Président ne doit pas trancher lors d'un vote à bulletins secrets !

La parole n'est plus demandée, le Président lève la séance à 21h20, remercie l'assemblée pour son travail et lui rappelle que le prochain conseil aura lieu le **23 juin 2009 à 19h15.**

Epalinges, le 29 avril 2009

Le Président :

Ernest CORBAZ

La Secrétaire-suppléante:

Françoise Aubert